

Audience publique du 17 mai 2006
=====

Requête introduite par
Monsieur ..., ,,
en matière de nomination d'un commissaire spécial

JUGEMENT

Vu la requête, inscrite sous le numéro 20389 du rôle, déposée le 21 septembre 2005 au greffe du tribunal administratif par Monsieur ..., ingénieur technicien, demeurant à L-..., tendant à la nomination d'un commissaire spécial en vue de l'exécution du jugement du tribunal administratif du 14 octobre 2004 inscrit sous le numéro 17714 du rôle ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 21 décembre 2005 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 10 janvier 2006 par Monsieur ... ;

Vu les pièces versées en cause ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur ... et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives.

Par requête déposée le 9 mars 2004 au greffe du tribunal administratif et inscrite sous le numéro 17714 du rôle, Monsieur ... fit introduire un recours en réformation à l'encontre d'un bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 1996, émis le 19 juin 2003 par le bureau d'imposition Luxembourg 6 à l'égard de sa défunte mère, Madame

Le recours contentieux introduit par Monsieur ... contre ledit bulletin d'impôt s'est soldé par un jugement rendu par le tribunal administratif en date du 14 octobre 2004, aux termes duquel le tribunal a déclaré le recours en réformation irrecevable en ce qu'il tendait à la restitution d'un trop-perçu d'impôt et a annulé ledit bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 1996.

Ledit jugement n'ayant pas été frappé d'appel, Monsieur ... s'adressa par courrier du 3 décembre 2004 au directeur de l'administration des Contributions directes, pour l'informer que le prédit jugement avait acquis autorité de chose jugée et l'invita à « *procéder à la*

liquidation de la présente affaire en conformité aux décisions intervenues et mentionnées au dispositif du jugement prémentionné » pour le 31 décembre 2004 au plus tard.

Ce courrier étant resté sans suite, Monsieur ... a, par requête déposée le 21 septembre 2005 au greffe du tribunal administratif, introduit une demande, sur base de l'article 84 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, afin de voir désigner un commissaire spécial pour « *prendre les décisions qui s'imposent aux lieu et place de l'autorité compétente* », qui serait restée en défaut d'exécuter le jugement du 14 octobre 2004 (n° 17714 du rôle).

A l'appui de sa requête, le demandeur fait valoir que l'autorité compétente n'aurait donné « *aucune suite* » audit jugement du 14 octobre 2004 et ce malgré son rappel du 3 décembre 2004 et sollicite que ledit jugement soit renvoyé au bureau d'imposition compétent.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement soulève en premier lieu l'irrecevabilité de la demande tendant à voir renvoyer le jugement dont s'agit devant le bureau d'imposition compétent, au motif que le tribunal aurait vidé l'instance par le jugement du 14 octobre 2004, de sorte qu'il ne pourrait pas être amené à se saisir à nouveau de l'affaire.

Il soutient ensuite que le bulletin d'impôt du 19 juin 2003 aurait été annulé sans que le tribunal ne prononce le renvoi de l'affaire devant l'autorité compétente, de sorte qu'il n'y aurait pas lieu de procéder à la nomination d'un commissaire spécial, dans la mesure où, aux termes de l'article 84 de la loi précitée du 7 novembre 1996, la nomination d'un commissaire spécial ne serait prévue que pour autant que la juridiction ait renvoyé l'affaire devant l'autorité compétente.

Dans son mémoire en réplique, le demandeur soutient que l'administration des Contributions directes devrait se conformer aux décisions contenues au dispositif des jugements du tribunal administratif, tout en relevant que le bulletin d'impôt litigieux aurait été annulé sur base de la prescription quinquennale. Il sollicite dans ce contexte la condamnation de l'administration des Contributions directes à une astreinte sur base de l'article 12 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives « *quant à l'exécution correcte du jugement du 14 octobre 2004 (n° 17714 du rôle)* », voire l'annulation du bulletin d'impôt du 19 juin 2003 compte tenu de la prescription quinquennale.

Pour le surplus, il sollicite encore la production du dossier administratif sur base des articles 8 (5) de la loi précitée du 21 juin 1999 et des articles 280 et 281 du nouveau Code de procédure civile, sinon de voir « *en ordre subsidiaire enjoindre à l'Administration (...), sous peine d'astreinte, le versement du dossier intégral dans un bref délai à impartir* ».

L'article 84 de la loi précitée du 7 novembre 1996 dispose que : « *Lorsqu'en cas d'annulation ou de réformation, coulée en force de chose jugée, d'une décision administrative qui n'est pas réservée par la Constitution à un organe déterminé, la juridiction ayant annulé ou réformé la décision a renvoyé l'affaire devant l'autorité compétente et que celle-ci omet de prendre une décision en se conformant au jugement ou à l'arrêt, la partie intéressée peut, à l'expiration d'un délai de trois mois à partir du prononcé de l'arrêt ou du jugement, saisir la juridiction qui a renvoyé l'affaire en vue de charger un commissaire spécial de prendre la décision aux lieu et place de l'autorité compétente et aux frais de celle-ci. La juridiction fixe au commissaire spécial un délai dans lequel il doit*

accomplir sa mission. La désignation du commissaire spécial dessaisit l'autorité compétente ».

Il se dégage du libellé clair et précis de l'article 84 précité que différentes conditions doivent être cumulativement réunies pour que la nomination d'un commissaire spécial soit possible, l'une de ces conditions étant que la juridiction ayant annulé ou réformé la décision administrative litigieuse ait renvoyé l'affaire devant l'autorité compétente.

Dans la mesure où le tribunal administratif, suivant jugement précité du 14 octobre 2004, a annulé le bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 1996 émis le 19 juin 2003 par le bureau d'imposition Luxembourg 6 à l'égard de Madame ... sans renvoyer l'affaire devant le bureau d'imposition compétent, l'une des conditions pour la nomination d'un commissaire spécial fait dès lors défaut, de sorte qu'il y ait lieu de rejeter la demande.

Quant à la demande tendant à voir prononcer le renvoi du jugement litigieux du 14 octobre 2004 devant le bureau d'imposition compétent, respectivement l'annulation du bulletin d'impôt du 19 juin 2003, dans la mesure où ledit jugement du 14 octobre 2004 n'a pas lui-même renvoyé l'affaire devant l'autorité compétente, et qu'il a annulé le bulletin d'impôt du 19 juin 2003, le tribunal ne saurait y faire droit sous peine de heurter l'autorité de chose jugée qui s'attache audit jugement.

Au vu de l'issue du présent litige, la demande en vue de la production du dossier fiscal n'est pas fondée et doit être rejetée.

Quant à la demande en vue de prononcer une astreinte à l'égard de l'administration des Contributions directes, il y a lieu de relever que l'astreinte constitue une mesure tenant à des droits civils que le tribunal n'est pas compétent à ordonner.

PAR CES MOTIFS

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit la requête en nomination d'un commissaire spécial en la forme ;

la déclare non fondée et en déboute ;

rejette la demande en vue de la production du dossier fiscal ;

se déclare incompétent pour connaître de la demande en condamnation à une astreinte ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par:

M. Schroeder, premier juge,
M. Spielmann, juge,
Mme Gillardin, juge

et lu à l'audience publique du 17 mai 2006 par le premier juge en présence de M. Legille,
greffier.

LEGILLE

SCHROEDER